

NOTE DE LA RÉDACTION

Les inquiétudes nées, dans les derniers mois de 1947, des trop nombreuses difficultés rencontrées par l'agriculture marocaine, ont partiellement disparu à la fin du premier trimestre de 1948. Les pluies y ont notamment aidé. Elles ne permettront pas de compenser l'insuffisance des ensemencements de l'automne, mais elles permettront aux fellahs, cultivateurs tardifs, de multiplier leurs travaux. L'année pourra être mieux que moyenne (1).

La production minière demeure satisfaisante dans son ensemble (2). Il faut signaler aussi la confirmation apportée par un nouveau forage de l'importance industrielle du gisement de pétrole de l'oued Beth (3). Les autres activités productives, pour autant qu'il soit possible de les juger dans les premiers mois de l'année, ne présentent pas de signe d'essoufflement, elles ne plus. Quant aux importations de produits fabriqués, elles ne font que s'accroître (4). On notera, particulièrement, le nombre des véhicules motorisés de tous genres introduits au Maroc et la part prépondérante qu'y tient toujours la France pour les voitures de tourisme et les véhicules industriels (5).

Une première conclusion se dégage de ces faits : d'une part, la production locale tend régulièrement à s'accroître, d'autre part, le Maroc s'équipe, ce qui ne signifie pas que, face aux besoins considérables constatés, l'accroissement de la production et le nouvel équipement soient suffisants.

* * *

Le lecteur nous reprochera peut-être la monotonie lassante de cette constatation, depuis la fin des hostilités, de bulletin en bulletin, mais qui ne s'applique pas toujours à la production agricole. Au risque de l'ennuyer, il nous faut faire une seconde observation, dépourvue elle aussi d'imprévu.

(1) Cf. Note sur la situation agricole, p. 36.

(2) Cf. Tableau de la production des mines, p. 37.

(3) Cf. Activité des recherches de pétrole au cours du premier trimestre 1948, p. 36.

(4) Cf. Tableau sur le commerce extérieur, p. 40.

(5) Cf. Tableau des importations de véhicules à moteur, p. 42.

Aucun ralentissement n'est constaté dans les mutations de toute sorte enregistrées. Il y aurait plutôt à s'en tenir aux premiers chiffres rassemblés, une augmentation du nombre des sociétés nouvelles déclarées (6). La même tendance s'observe dans les mutations de fonds de commerce et d'immeubles tant urbains que ruraux (7).

De ce fait, l'explication se trouve sans doute moins dans le montant de la circulation monétaire qui se réduit de 19.107 millions au 31 décembre 1947 à 18.092 millions au 31 mars, que dans celui des dépôts bancaires qui passe de 31.265 millions au 31 décembre à 35.702 millions au 29 février.

Il y a donc de l'argent disponible, qui veut se placer, même dans des investissements onéreux, et qui n'y parvient que partiellement. Cet argent ne doit pas être uniquement d'origine locale, il fuit probablement devant la monnaie ou l'impôt français, il recherche la spéculation ou bien la garantie des choses réelles, mais simplement déposé dans une banque marocaine, il donne l'impression de s'y sentir déjà mieux à l'aise.

Nous en venons ainsi à une deuxième conclusion. L'augmentation de la production locale, sur de nombreux points, l'accroissement de l'équipement marocain constituent, certes, la toile de fond indispensable et rassurante qui donne confiance. Devant celle-ci, les ombres surgissent, troubles, inquiétantes, ne prenant pas corps ainsi qu'il le faudrait pour pouvoir affirmer que l'économie marocaine est saine et solide.

* * *

Le premier trimestre de cette année a d'ailleurs été à la fois plein d'enseignements et de révélations et l'un des plus agités de ceux que l'on ait connu depuis la fin de la guerre. La presse locale s'est fait l'écho des unes et des autres. Nous ne pouvons pas ne pas les relater à notre tour.

(6) Cf. Tableau des inscriptions au registre du commerce, p. 39.

(7) Cf. Tableau des ventes de fonds de commerce et d'immeubles enregistrées, p. 39.

Une nouvelle dévaluation est intervenue en janvier, elle était pressentie depuis plusieurs mois et jugée nécessaire. Elle a déjoué les plans de ceux qui spéculaient sur une séparation des francs marocain et français. Bien au contraire, elle a très largement rétabli l'unité monétaire de l'union française, comme il était indispensable qu'elle le fit. Il n'empêche qu'elle n'a pas permis au Maroc de bien réaliser son plan d'exportation sur l'étranger pour le premier trimestre 1948 (8). Il est certes trop tôt pour juger, les mois à venir nous instruiront mieux, mais il serait grave que malgré cette dévaluation sensible, le Maroc ne puisse trouver preneur de ses produits hors de la France et de l'union. On remarquera, inversement, que les effets de cette opération monétaire ont été amortis pour des produits essentiels par maintien provisoire des anciens taux de change.

La dévaluation a été suivie d'un relèvement des salaires ou, plus exactement, de deux relèvements concernant le commerce, l'industrie et les professions libérales. Le premier, annoncé le 1^{er} mars, et jugé insuffisant par les salariés, devait conduire à des grèves qui, compte tenu d'avantages refusés par la métropole, tendaient nettement à se généraliser. Le second, estimé excessif par le patronat, entraînait de sa part un lock-out partiel.

Dans le même temps, les prix augmentaient et continuaient à donner à ce mauvais trimestre son caractère de déséquilibre économique et social. De premières augmentations furent faites le 1^{er} janvier. D'autres, plus nombreuses, les suivirent, coïncidant avec le relèvement des salaires. Le 2 mars, la presse pouvait annoncer

l'augmentation du prix des loyers, de denrées alimentaires essentielles et de l'essence, ainsi que de l'eau, de l'électricité, des transports. Le relèvement des salaires se trouvait ainsi paraître absorbé par la hausse des prix et c'est sans doute ce qui explique la mauvaise humeur des uns et des autres.

* * *

Il ne semble pas, cependant, qu'il faille juger aussi rapidement de l'économie marocaine et de son essor souhaité. C'est à la commission du budget de janvier, au conseil du Gouvernement de février que l'accent a été posé là où il devait l'être.

Par ses ressources ordinaires, le Maroc vit, mais ne s'équipe pas. Il lui en faut d'autres dans la crise de croissance qu'il traverse encore et connaîtra longtemps. Ces ressources, il se les procurait naguère encore en France, il faut maintenant que le Maroc les trouve en lui-même, dans toutes les parties de sa population. Il faut que ceux qui disposent d'argent sachent faire confiance au pays et l'aident. C'est du succès de l'émission en cours des bons d'équipement et de celles qui la suivront que dépend la bonne ou la mauvaise fortune du Maroc (9). Tous ceux qui se trouvent dans ce pays doivent se comporter en associés loyaux de la « firme » Maroc.

Cette affirmation faite et qui nous paraît essentielle, nous ne pouvons mieux exprimer les souhaits que nous formons pour ce pays, alors que son avenir est exactement en jeu, qu'en concluant comme M. le Résident général : « Messieurs, au travail » (10).

(8) Cf. Tableau des plans d'exportation sur l'étranger, p. 40.

(9) Cf. Rapport du directeur des finances, p. 32.

(10) Cf. Extrait du discours du Résident général, p. 26.